Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1998)

Heft: 108

Artikel: Il aurait pu s'appeler le Crédit commercial de Suisse

Autor: Alliaume, Philippe / Boyon, Jérôme / Méric, Olivier

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-847655

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Il aurait pu s'appeler le Crédit Commercial de Suisse

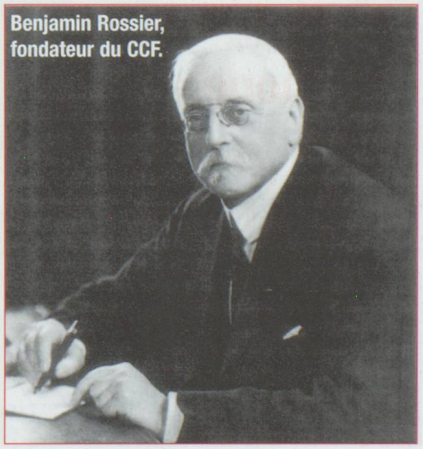
Qui se souvient des années suisses du CCF ? Il fut pourtant fondé à Paris par le veveysan Benjamin Rossier sous le nom de Banque Suisse et Française, avant de devenir en l'espace d'un siècle l'un des piliers de la banque hexagonale.

Philippe Alliaume

Attention portée à la clientèle et aux actionnaires, citoyenneté de l'entreprise, souci de la transparence et moralité irréprochable : le credo du Crédit Commercial de France n'a pas changé d'un iota tout au long de son histoire. Rien d'étonnant lorsque l'on se rappelle que le CCF, qui s'appelait alors Banque Suisse et Française, a été fondé en 1894 par le strasbourgeois Ernest Méja et son fidèle lieutenant Benjamin Rossier. Ce dernier, fondé de pouvoir à 29 ans était un authentique veveysan, fils de médecin, descendant de la famille neuchâteloise Pourtalès (qui avait donné à la Révolution le célèbre banquier Jacques Louis de Pourtalès) et neveu de M. de Graffenried, Directeur Général de la Banque Fédérale à Berne. C'est d'ailleurs à la Banque Fédérale que Rossier rencontre Méja, alors Directeur de la succursale parisienne. Cette Banque Fédérale, (à ne pas confondre avec la Banque Nationale Suisse qui ne naîtra qu'en 1907), s'était installée à Paris en 1870, sept ans après que le journaliste bernois Jacob Stämpfli l'ait créée pour faire contrepoids au Crédit Suisse d'Alfred Escher. Elle souhaitait par son installation, faciliter les relations d'affaire entre Suisse et France.

Une affaire de famille

La Banque Fédérale des origines compte à peine plus de 10 personnes, ne prend pas de dépôts, et se lance dans la banque-industrie. Mais la Banque Fédérale, qui a connu des déboires financiers en Allemagne, ne peut assumer son développement à Paris. C'est alors qu'elle se voit proposer par ses deux représentants de reprendre à leur compte la succursale de Paris : la Banque Suisse en France (BSF) naît le 21 juin 1894 au 27 rue Laffite. Elle reste une affaire de famille puisque dans son premier conseil d'administration figure Maurice Koechlin, le beau-frère de Benjamin Rossier et fidèle collaborateur de Gustave Eiffel. Le capital est pour le moins helvétique : on trouve parmi les gros actionnaires Alfred Staehlin de Bâle, Henri Rippert de Lausanne, Jules Marcuard, représentant à Paris de la banque bernoise Marcuard-Krauss et la Banque Commerciale de Bâle. Les deux cofondateurs sont à la fois proches et lointains. Ils tiennent à se partager les responsabilités sur un pied d'égalité malgré leur différence d'âge - 20 ans les séparent - et des personnalités divergentes : d'un


Benjamin Rossier, fondateur du CCF.

côté, Méja, alsacien patriote et profondément huguenot (connaissait-il l'origine suisse du mot huguenot, déformation de Eidgenossen ?), de l'autre Rossier, plutôt darbyste (une sorte de janséniste protestant).

Au début du XXe siècle, les origines alsaciennes de la BSF lui permettent de nouer des relations avec La Roche, Ciba, Geigy, Brown Boweri et Nestlé, dont le dirigeant d'alors Emile Louis Roussy entre au Conseil d'Administration. Ses relations parisiennes lui permettent d'accéder à la Compagnie française des Gramophones, à la Compagnie Industrielle du Téléphone (future CIT Alcatel), à la Société de la Tour Eiffel et à la Société de constructions de Levallois-Perret. Gustave Eiffel qui a décidé de consacrer sa retraite à la recherche a abandonné les affaires et partage son temps entre Paris, Vevey et Beaulieu. Il n'apparaîtra jamais directement dans la banque, même lorsque son gendre Adolphe Salles la présidera.

En 1906, les alliances bâloises conduisent la Société de Banque Suisse à entrer au capital de la BSF au côté de la Banque Commerciale de Bâle. Le développement se poursuit à l'heure du grand commerce international (sucre, négoce en Egypte, en Algérie, en Indochine, à Madagascar) mais aussi des mines d'or en Afrique du Sud, du coton de la Nouvelle Orléans, et du cuivre en Afrique. Cet intérêt pour le cuivre complète l'action de la BSF autour du développement de l'électricité, Benjamin Rossier ayant toujours financé les projets de la CGE. De même, les compagnies urbaines d'électricité, le métropolitain, la Compagnie générale de traction, ainsi que Nord Lumière, l'acétylène, Fives Lille feront toujours partie des clients pilotes.

À la mort de Méja, Benjamin Rossier prend la direction en solo, assisté de trois directeurs de nationalité suisse. Il négocie habilement dans la foulée la fusion entre Nestlé et l'Anglo-Swiss Condensed Milk Company, ce qui lui vaudra d'entrer au conseil. Le siège de la BSF est alors transféré de la rue Laffite d'abord rue Lafayette dans l'immeuble Rotschild, puis dans un immeuble neuf de l'autre côté de la rue Pillet-Will (il porte encore aujourd'hui le monogramme à trois lettres). Elle entre en relations d'affaires avec les Galeries Lafayette, qui connaissent alors un développement fulgurant. Dans la chimie, la BSF finance le groupe Nobel, Poulenc mais aussi la Société d'électrochimie qui fait des chlorates à Vallorbe. De nombreuses industries de pointe les rejoignent : Marconi, Brandt, Gaumont, Pathé, la Compagnie des Signaux, Hotchkiss, la Fabrique suisse d'accumulateurs d'Olten…

À la veille de la guerre de 1914, la BSF est passée en 20 ans d'un capital initial de 1 million de francs à un bilan de 230 millions de francs. Prudemment, elle loue un coffre à la Banque Cantonale Vaudoise et y fait discrètement transporter encaisse or et titres. Pendant la première guerre mondiale, elle contribuera à l'effort national, en plaçant les emprunts de la défense et en construisant un hôpital militaire dans son siège de la rue La Fayette, tandis qu'Albert Rossier, sous-directeur et frère de Benjamin, part promouvoir aux États-Unis une invention de la BSF, le crédit par acceptation (emprunt américain contre mise en pension de bons de la défense).

La salle des marchés au siège du CCF.

CCF depuis 1917

De plus en plus acquise à la cause française, la BSF change d'identité en 1917. Crédit de France, Paris-Province, Alliance de Banques… C'est finalement Crédit Commercial de France qui sera choisi. Au début des années vingt, le CCF prend possession de ses nouveaux locaux, 103 avenue des Champs-Élysées, dans l'ancien immeuble de l'Elysée Palace Hôtel, un lieu chargé d'histoire : on y avait logé le gotha lors des expositions universelles et surtout arrêté quelques années plus tôt Margaretha Gertruida Zelle, excentrique danseuse nue et courtisane plus connue sous le nom de Mata-Hari.

La croissance du CCF se poursuivra dans le sillage de Nestlé, CGE, Philips, Kuhlman, la Compagnie Française du Pétrole dans la chimie, Saurer, Renault, Peugeot, Daimler-Benz… Il créera même avec la Société de Banque Suisse la première SOFICA, sans aucun rapport avec le cinéma puisqu'il s'agissait de la Société Financière du Camion.

En 1929, le CCF, alors sixième banque française, fait face à la crise et met un point d'honneur à rembourser scrupuleusement les épargnants qui souhaitent retirer immédiatement leurs avoirs. Mais il ne les reprendra plus jamais comme client. Question de confiance. À la même époque, la santé déclinante de Benjamin Rossier confirme la fin de la période helvétique du CCF. Son fils Guy, fondé de pouvoir, puis sous-directeur en 1938, et pressenti pour lui succéder tombe brusquement malade et cède la place. À l'Assemblée Générale du 23 mars 1937, Rossier, âgé de soixante-dix ans, se retire définitivement, après

42 ans consacrés à la Banque, à Vevey, où il finira sa vie en 1948.
Mais la seconde guerre mondiale réserve encore au CCF un clin d'œil aux banques suisses. Max Heilbronn et Raoul Meyer, les deux gendres de Théophile Bader, le fondateur des Galeries Lafayette, partenaire historique du CCF, sont directement touchés par le décret d'aryanisation du 26 avril 1941. La famille Bader avait prudemment fait racheter 525 000 actions par le CCF qui avait pris l'engagement moral dans une contre-lettre secrète de les restituer à leurs propriétaires une fois la paix revenue. L'occupant l'ayant appris, il menace le CCF de lourdes représailles et le contraint à céder le contrôle des Galeries à un actionnaire désigné par l'Allemagne. Le président Davillier, convoqué chez Yves Bouthillier, ministre des finances du gouvernement vichyste de Darlan, se voit contraint de démissionner. Le CCF a le courage et l'astuce de le remplacer par Georges-Jean Painvin, un ancien du renseignement français de la Première Guerre mondiale que l'occupant ne peut qu'agréer. Grand décrypteur, Painvin avait brisé les codes de la marine allemande et permis de faire arrêter Mata Hari. Dès la libération de Paris, il mettra un point d'honneur à rendre son siège à Jean Davillier, et les Galeries Lafayette à la famille Bader.
Voici comment une banque suisse fondée à Paris par un strasbourgeois et un vevaysan est devenue en l'espace d'un siècle un établissement financier de premier plan, à la direction duquel se succèdent maintenant les plus brillants des énarques, école récemment transférée à... Strasbourg.

La banque sur mesure

Le CCF est un cas à part dans le secteur bancaire français. Sa taille lui permet d'allier dynamisme, innovation et un service personnalisé de qualité. Questions à Olivier Méric, directeur du Marché Particuliers et Professionnels.

Que reste-t-il de votre passé suisse ?
Le CCF a hérité d'un certain nombre de valeurs qui ont fait son identité et que nous défendons : essentiellement les valeurs de compétitivité, de fiabilité, de sécurité, de discrétion. Ces mots-clés, on les retrouve dans notre signature, *«l'efficacité discrète d'une grande banque»*. Nous sommes aussi associés avec la Société suisse dans Erisa, notre compagnie d'assurance vie .

Qu'est-ce qui fait votre originalité sur le marché bancaire français?
Notre particularité, c'est de ne pas être une banque universelle, généraliste. Notre offre s'oriente vers une clientèle moyen et haut de gamme (à partir de 200 à 250 000 francs de revenus par an). Cette position intermédiaire fait notre force. Au départ, le CCF était une banque très tournée vers l'entreprise. Depuis une quinzaine d'années, nous avons également développé le marché des particuliers. Nous ne sommes pas une banque élitiste, même si nous ciblons nos clients.

Choisir une certaine clientèle, est-ce que ce n'est pas avant tout jouer la prudence ?
Cela ne nous empêche pas de prendre des risques calculés. Et surtout les résultats sont là : grâce à des choix clairs et une politique très cohérente, nous sommes aujourd'hui la banque française la plus rentable, un mot qui fait plutôt exception dans le secteur. Nous avons d'ailleurs connu cette année notre quatorzième année consécutive de croissance du bénéfice net. Cela nous permet de mieux encaisser les chocs que nos concurrents. Par exemple, nous avons été complètement épargnés lors du crash de l'immobilier. Nous sommes très peu engagés aussi sur les marchés asiatiques. Le report de capitaux que la crise a déclenché en Europe nous profite aujourd'hui, comme à la plupart des banques européennes.

Quels sont vos chantiers actuels?
Nous continuons à élargir notre gamme de produits, notamment en matière d'assurance, un de nos métiers d'avenir. Nous développons aussi en permanence un large éventail de produits d'épargne et de placements performants, dans la lignée des «Contrat abondance», «Fonds profilés» ou fonds «Open garantie». Les deux grands chantiers du moment, ce sont ceux de toutes les banques actuellement : le passage à l'Euro et à l'an 2000.

Propos recueillis par Jérôme Boyon